

Appel à contributions

Les *CRES* préparent un dossier sur le thème :

Les familles et l'impératif scolaire (Réflexions sur la construction de la demande)

Organisateurs

Ce dossier sera coordonné par Marc Pilon et Marie-France Lange

pilon@bondy.ird.fr

lange.marie-france@wanadoo.fr

Les propositions résumées — de une page pleine à deux pages (entre 3000 et 5000 signes, espaces compris) — seront adressées aux coordinateurs, avant le 15 mai 2008. Après avis du Comité d'édition, les auteurs auront jusqu'au 30 septembre 2008 pour envoyer leur texte.

S'informer

Les co-rédacteurs en chef de la revue sont Catherine Agulhon et Bernard Schlemmer

catherine.agulhon@orange.fr

schlemmer@bondy.ird.fr

Depuis la Conférence mondiale sur l'Education pour tous (EPT) à Jomtien (Thaïlande) en 1990, l'éducation scolaire a pris une importance accrue dans l'agenda des organismes internationaux, particulièrement pour les pays les plus faiblement scolarisés. Lors de la 36^{ème} session de la Commission de la population et du développement de l'ONU, tenue en 2003, tous les pays représentés ont insisté dans leur déclaration sur l'importance de l'éducation, perçue comme le facteur-clé du changement, dans tous les domaines, indispensable au progrès social et démographique, à un développement économique durable et à l'égalité des sexes.

Depuis la décennie 1990, de nombreux pays ont mis en place des Plans décennaux de développement de l'éducation de base, d'autres initiatives ont été prises (*Fast Track Initiative* par la Banque mondiale, « Initiative 25 pour 2005 » par l'UNICEF, etc.), l'éducation pour tous fait l'objet d'un suivi régulier de la part de l'UNESCO. Même si beaucoup de pays sont encore loin d'atteindre les objectifs fixés, des progrès ont été réalisés d'un point de vue quantitatif ; (presque) partout la scolarisation a sensiblement augmenté.

Ce nouveau contexte se caractérise par une implication croissante de la communauté internationale (Banque mondiale, UNICEF, coopérations bilatérales, etc.), tant dans la conception que la mise en place, le financement et l'évaluation des politiques éducatives nationales des pays du « Sud ». La priorité est centrée sur l'enseignement de base (soit le primaire et le premier cycle du secondaire) et la parité filles/garçons. Une diversification de l'offre scolaire est recherchée à travers une croissance du secteur privé et les politiques prônent une plus grande « responsabilisation » des familles, à savoir une participation financière accrue.

Dans le même temps de nombreux pays, notamment d'Afrique subsaharienne, connaissent une crise économique persistante ; les programmes pour le développement ont fait place à la lutte contre la pauvreté... Les situations de violences et de conflits, avec pour corollaire le phénomène des déplacés et réfugiés, se sont multipliées, prenant un caractère quasi structurel dans certaines régions du monde. Dans les pays « développés », précarisation économique et exclusion sociale s'aggravent.

Face à cette nouvelle donne, comment réagissent les familles et les enfants, les jeunes ? En 1995, un numéro des *Cahiers des Sciences Humaines* s'était proposé d'aborder « les stratégies éducatives en Afrique subsaharienne ». Il s'agit ici de revisiter une dizaine d'années plus tard ce champ, mais en le resituant dans un contexte marqué par une sorte d'impératif scolaire. Le souhait est aussi d'élargir aux autres régions du monde ; une extension qui devrait permettre de mettre en regard des contextes socioculturels et des niveaux de développement éducatif différents. En interrogeant les évolutions (ou leur absence) dans les représentations, les attentes, les stratégies éducatives des familles (enfants et parents), les contributions attendues permettront de réfléchir à nouveau sur le processus de construction de la demande scolaire.

Les textes peuvent aussi bien relever d'approche qualitative que quantitative que des différentes disciplines de sciences sociales (anthropologie, démographie, économie, histoire, sociologie, etc.). Divers thèmes pourront être abordés, tels que :

- Comment ont évolué les représentations, les attentes des enfants, des jeunes, des parents vis-à-vis de l'école, notamment dans les couches les plus défavorisées ?
- Comment ont évolué les inégalités et disparités (de genre, d'ordre économique, culturel, religieux, etc.) en matière de scolarisation, en termes d'accès, de parcours (dont le type d'école fréquentée) et de réussite scolaires ?
- Du refus de l'école à la scolarisation à tout prix, les raisons de scolarisation, de non scolarisation ou de déscolarisation ont-elles changé ?
- Qui décide de l'entrée à l'école et de la poursuite de la scolarité, entre enfants et parents ?
- Dans les contextes de violences et de conflits, comment les familles réagissent-elles, quelles stratégies parviennent-elles à développer ?
- Comment ont évolué les rapports entre les familles et l'école : relations avec les directeurs et les enseignants, formes de participation des parents d'élèves au fonctionnement des écoles (rôle et organisation des Associations des parents d'élèves ou des Comités de gestion des écoles ; création et gestion des écoles communautaires, etc.) ?